

## Aire d'Hellemmes-Ronchin: des femmes se rebellent contre des conditions de vie "infernales" et un risque sanitaire réel

Date : 24 février 2015



Au palmarès des « aires d'accueil » dont les pouvoirs publics devraient avoir honte, celle d'Hellemmes-Ronchin, appartenant à l'agglomération de Lille-Métropole, décrocherait sans doute un des premiers prix de France.

Lorsque l'on arrive de Paris en TGV vers le centre de Lille, on aperçoit sur la gauche d'énormes pelleteuses jaunes aux bras mécaniques s'activant sans relâche dans un sombre paysage de monticules de cailloux noirs. Derrière, l'une de ces « montagnes » de plusieurs mètres, on distingue des caravanes, comme égarées dans un paysage inhumain. Des familles, françaises et ancrées dans le nord depuis des générations, tentent de survivre à l'intérieur.



L'arrivée par la route est plus saisissante encore. Situé à moins de cinq kilomètres du Vieux Lille, l'environnement de l'aire offre un contraste vertigineux avec le centre ancien de la grande ville du nord. La beauté des vieilles façades du centre lillois est noyée dans les vitrines clinquantes de marques de luxe réservée aux touristes fortunés et à la grande bourgeoisie locale. En revanche, aux abords de l'aire, pas de façades rutilantes, de brasseries chics et chères, de commerces branchés, de bâtiments historiques rénovés. Sur le goudron fatigué, pas un seul jeu, pas même une vague balançoire pour les enfants.

Plongés dans l'univers impitoyable d'une zone industrielle, sans aucune habitation, commerce ou service public en vue, les quelque 200 habitants de l'aire, dont de nombreux enfants, sont pris en tenailles entre une usine de béton, une entreprise de concassage de cailloux, des ateliers et voies de la SNCF et un champ régulièrement arrosé de pesticides.

Le seul accès au terrain a été coincé – sans doute également dans l'intérêt des familles pour la plupart sédentaires qui tentent d'y vivre – entre la sortie des énormes camions charriant les cailloux et celle de l'usine de béton. De cette dernière sortent également toutes les cinq minutes, toujours à vive allure et dans un vacarme assourdissant d'énormes bétonneuses et d'autres mastodontes de la route. C'est cette même chaussée, couverte en ce jour de pluie d'une épaisse et noirâtre « boue de béton », que les voyageurs de l'aire doivent emprunter en voiture. Et c'est par cette route que les enfants sont supposés aller prendre le bus à pied pour aller à l'école – au péril de leur vie étant donné le ballet incessant des monstres chargés de cailloux et de béton qu'ils doivent croiser.

A l'entrée, un portique donne le ton: les habitants sont ici en liberté très surveillée et très limitée. Il faut qu'un gestionnaire de la société Vesta (filiale de SORELI, société d'économie mixte) soit là ou soit prévenu pour franchir dans un sens ou un autre le portique avec une caravane ou un camion. Peu importe si une famille veut sortir pour le week-end avec sa

caravane ou si les pompiers doivent effectuer une intervention d'urgence. Comme cela s'est produit plusieurs fois lors d'incendies de caravanes ou du champ voisin, selon les témoignages d'habitants de l'aire, les secours doivent attendre que le portique soit ouvert...



A l'entrée, sur la gauche, le grillage qui ceinture l'aire est bordé par un immense monticule noir le long duquel s'agite une pelleteuse jaune dans un vacarme incessant. Sur la droite, c'est l'usine de béton. Ses tours et son gigantesque tapis mécanique dominant le terrain, ses poussières noires envahissent caravanes et blocs sanitaires mais surtout bronches et poumons des voyageurs. Et le bruit qui s'en dégage achève d'assourdir et d'user les habitants de l'aire. Face à cette situation qui a accablé de nombreux voyageurs de l'aire, un collectif de femmes s'est constitué en 2013 quand l'usine de concassage s'est installée, pour faire valoir le droit de ces familles à des conditions de vie décentes.

L'objectif est désormais de changer d'aire pour changer d'air...

« Les familles qui sont ici sont pour la plupart sédentaires et s'étaient au départ installées dans des caravanes sur un terrain vague à l'emplacement actuel de la concasserie », explique Cindy Haddad, âgée de 37 ans, une « Française sédentaire » mariée à un voyageur et l'une des porte-parole du collectif de femmes. « On était alors plus loin de l'usine de béton. Ca faisait dix ans qu'on était là quand la municipalité nous a dit +on va aménager un terrain+. Maintenant ils disent que c'est un terrain de passage dont les gens doivent bouger mais nous on l'a pas compris comme ça. Et de toute façon ils savaient bien qu'on était sédentaires », ajoute Cindy. « Ils ont même demandé aux familles de choisir un emplacement et de signer donc c'était clair qu'on n'allait pas bouger. »

« Maintenant on est sur le terrain aménagé depuis huit ans », poursuit Carmen Demestre, âgé de 35 ans, également porte-parole du collectif. « C'était déjà invivable avant à cause de l'usine de béton et puis des sanitaires qui ne sont pas adaptés surtout quand il fait froid l'hiver. Mais depuis l'installation de la concasserie, c'est l'enfer: du bruit de 4h du matin jusqu'au soir, des camions énormes qui passent toutes les cinq minutes, de la poussière de ciment et des arrosages de pesticide qui rendent tout le monde malade, des blocs sanitaires vieux et petits dans lequel il n'y a même pas d'eau chaude au lavabo et avec des portes en fer qui laissent passer tous les courants d'air, une électricité trop chère sur laquelle on a aucun contrôle ». Car

le locataire ici n'a pas accès au compteur. Seul le sous-traitant d'EDF qui vient relever la consommation a la clef de la porte en fer derrière lequel se trouve chaque compteur. C'est pour protester contre ces conditions de vie – alors que les autorités publiques locales n'ont osé mettre aucune autre habitation dans cet environnement si ce n'est une aire pour des voyageurs ayant peu de ressources et donc peu de possibilité d'aller habiter ailleurs – que s'est créé le collectif.

« Avec un petit groupe de femmes, on parlait tout le temps du terrain et des problèmes », explique Cindy. « On disait, on en a marre. On parlait que de ça, que de ça. On était cinq, six au début, en 2013?. Pourquoi un collectif de femmes dans un monde du voyage qui met surtout en avant publiquement les hommes ? » Parce que souvent les hommes étaient découragés et nous, cinq, six amies quoi, on voulait faire quelque chose et l'assistante sociale qui nous suit nous y encourageait ».

« Les gens ici ne participent pas trop mais ils ne nous font pas de reproches et ils sont contents si ça bouge dans le bon sens », assure Carmen, dont les parents et certains frères et soeurs vivent aussi sur le terrain. « Et puis, ajoute-t-elle en regardant Cindy avec un sourire déterminé, « même qu'ils diraient quelque chose...avec le caractère qu'on a...C'est nous qu'on crie sur eux alors ils n'ont pas trop le choix ! ».

« On se bat pour nos enfants, pour qu'ils vivent dans de meilleures conditions », souligne Cindy, qui après une vingtaine d'années de vie parmi les voyageurs maîtrise parfaitement « leur langue et leurs coutumes ».



Et c'est un combat de David contre Goliath qu'ont initié avec courage ces femmes, tant les familles du terrain sont fragilisées moralement par cet environnement que tous qualifient « d »invivable », physiquement par les effets dévastateurs des poussières de ciment et du bruit et socialement par le chômage et le surendettement.

L'aire de Hellemmes-Ronchin, c'est d'abord un scandale en terme de santé publique: comment des pouvoirs publics ont-ils pu depuis plus de huit ans parquer une trentaine de familles à quelques mètres à peine d'une usine de béton, sachant que les poussières de ciment sont hautement toxiques pour ceux qui les respirent – les ouvriers du bâtiment sont bien placés pour le savoir, eux qui sont menacés par de nombreuses maladies professionnelles du simple fait de respirer ces poussières ou de manipuler un matériau connu pour ses propriétés

abrasives.

Il ne faut pas avoir fait des études de médecine très poussées pour mesurer le danger sanitaire que les pouvoirs publics font courir à ces familles. Un peu de bon sens et une visite du terrain suffit. « On sait que notre santé est affectée », avoue Carmen d'un air soudain grave. « Les nourrissons et les vieilles personnes font bronchites sur bronchites, surtout en été, quand la poussière de ciment est plus épaisse encore. Elle se voit sur les carreaux, quand on a fini de les nettoyer il faut déjà recommencer. Elle se dépose partout dans les caravanes, sur la nourriture, les casseroles, les vêtements. Elle entre dans les yeux, dans les bronches, dans les poumons. En été, on ne peut pas non plus manger dehors tellement c'est invivable ».

« Quand on se mouche, c'est noir », renchérit Cindy. « Comme on nous dit qu'on exagère à propos de la poussière, je leur ai dit à l'administration, pourquoi il n'y a pas d'habitation ici, juste un terrain de gens du voyage ? Ils n'ont pas su quoi dire. » En tout cas, « nous on sait bien pourquoi il a vendu cette partie de ses champs l'agriculteur, les récoltes ne devaient pas être très bonnes... », ironise Carmen.

« J'ai peur pour la santé de mes enfants », dit Steve, 21 ans, un jeune « gadjo » marié à une « fille du voyage ». « Notre première fille est née en mars. Très vite, on a passé notre temps à l'hôpital car elle ne supportait pas la poussière. Ma femme va à nouveau accoucher l'été cette année et ça va être encore pareil pour le second »...

« Chez nous, dès qu'il y a un nourrisson, il a des problèmes respiratoires. Vous trouvez ça normal ? », demande Carmen.

Les habitants du terrain ont aussi été affectés par des problèmes dermatologiques graves.

« Les petits boutons de gale normale (la gale parasitaire ndr) on connaît et on les avait déjà eus mais pendant un an et demi on a eu des trous dans la peau, ça rongait les chairs, c'était un truc de fou, ça brûlait, ça démangeait et ça faisait des cicatrices », raconte Cindy en montrant des marques. « Sur internet, on a trouvé que ça ressemblait à la gale du béton », tristement connue des ouvriers du bâtiment et qui touche essentiellement les mains et les avant-bras en cas de contact avec du ciment. « J'ai eu ça il y a un an, je croyais que c'était la gale normale », dit Steve, « mais j'ai été à l'hôpital, j'ai fait des analyses et ils m'ont dit que c'était la gale provoquée par la poussière de béton. Même les enfants, les bébés tout ça ils l'ont eue. C'est apparu l'été, car c'est là où il y a beaucoup plus de poussière de béton. Une fois qu'on l'a, ça gratte très très fort, à nous mettre à sang, ça fait des croutes et ensuite c'est du pus qui sort. C'est pratiquement la totalité des gens ici qui l'ont eue, du nouveau-né jusqu'à la Mamie la plus âgée du terrain. Ça laisse des marques ».

« Quand on dit ça en réunion, on a en retour des petits sourires (de doute ndr) car ils sont persuadés que c'est la gale normale et pas une gale du béton mais nous ça nous fait pas sourire », s'indigne Cindy.

En parvenant en décembre 2014 à médiatiser leurs conditions de vie et leur combat, les femmes du collectif ont obtenu une réunion le 10 février avec les responsables des collectivités locales, notamment le conseiller délégué en charge des gens du voyage à Lille Métropole, Patrick Delebarre, également maire UMP de Bondues, ainsi que les responsables de usines concernées.

« Même les directeurs des usines, ils nous ont dit qu'on avait rien à faire là, que c'était pas bon pour nous », assure Cindy. Les résultats de cette réunion sont encore minces au regard des problèmes sanitaires que pose le terrain. « On a un meilleur contact avec M. Delebarre, il est nouveau, il s'intéresse plus, il essaie de répondre à nos questions et il est venu sur le terrain

alors que celui qui était avant, on le voyait jamais », dit Carmen. « Mais pour le moment on le connaît pas encore, on peut pas dire si c'est un homme de parole ». Seul résultat concret pour des familles vivant dans une atmosphère – littéralement irrespirable – et qui souhaitent au plus vite aller vivre sur un terrain aménagé plus hospitalier, les autorités locales se sont engagées à faire analyser l'air. C'est un premier pas qui semble bien timide. Restent à connaître la date et le degré d'indépendance de ceux qui pratiqueront ces analyses.

A ceux qui mettent en doute ce que disent les familles du terrain d'Hellemmes-Ronchin, on conseillera vivement de consulter les recherches et recommandations concernant la santé des ouvriers des cimenteries. Les poussières de ciment sont en effet bien connues de la médecine du travail: dans les cimenteries, les ouvriers qui y manipulent le ciment étant exposés à des pathologies cutanées, dont certaines d'origine allergiques, liées aux poudres fines alcalines et irritantes qui se répandent dans l'air sous forme de poussières et qui se déposent sur les sols et tous les autres supports. Ainsi actuellement, le travail dans une industrie cimentière est soumis à des consignes de sécurité et des moyens de protection divers – port de casques, gants, masques de protection qui n'ont, à ce jour, pas été proposés aux voisins voyageurs de l'usine Unibéton...

Sur le plan scientifique, il est établi que la forte alcalinité du ciment est un facteur de risque sanitaire important, ainsi que les traces de chrome hexavalent (reconnu comme produit cancérigène), de cobalt et de nickel que contiennent ciment, mortier et béton. Mais ce sont bien les poussières qui sont jugées les plus dangereuses sur le plan médical car elles sont irritantes et peuvent atteindre les alvéoles pulmonaires. Les risques pour les voies respiratoires sont multiples: rhinites, asthme, altération de la fonction respiratoire comme la bronchite chronique, l'emphysème...etc...). Chez les cimentiers, la probabilité de cancers broncho-pulmonaires est, comme souvent dans les cas de cancers d'origine professionnelle ou environnementale, peu documentée.

Les poussières de ciment provoquent également des affections oculaires (conjonctivites, blépharocarioses, blépharites...), des lésions cutanées (peau rouge et luisante, « gale du béton », eczéma).

La médecine du travail s'est également penchée dans les usines de ciment/béton sur une autre source de nuisance ayant des conséquences sanitaires parfois très graves: le bruit. Elle note que les sources de bruits sont nombreuses dans ce type d'usine en particulier lors des opérations de broyage et de tamisage et que les niveaux de pression acoustique engendrés par les bruits des broyeurs peuvent dépasser les niveaux de tolérance. Cette fréquence et ce niveau élevé de bruits peut atteindre le système auditif (déficit auditif, acouphènes...) mais peut aussi entraîner des troubles psychiques et une très grande fatigue.

Sur l'aire, les voyageurs se disent « usés » par les bruits incessants, venant à la fois de l'usine à béton, de l'usine de concassage et du vas-et-viens des poids-lourds. C'est le cas de Simone, dont l'emplacement est situé le long de la route qu'empruntent les camions et le long de l'usine de concassage. « Ca ne s'arrête jamais, on est épuisés, c'est un cauchemar », dit-elle en montrant le ballet des camions et les pelleteuses jaune. « C'est jamais calme », confirme Steve qui vit à l'autre bout du terrain, vers l'usine à béton. « Le pire c'est quand ils manient les bennes ou les pelleteuses, ça claque comme des bombes ! »



Si les voyageurs du terrain d'Hellemmes-Ronchin survivent aux poussières de ciment et au bruit, une autre menace les guette: les camions. « C'est pas penser à nous que d'avoir mis l'entrée et la sortie du terrain juste devant la sortie de l'usine de béton et celle de l'usine de concassage où passent tous les poids-lourds », relève Cindy. « Les petits passent par là pour aller prendre le bus scolaire, c'est hyper dangereux, ils doivent marcher au milieu des camions. Au début, les chauffeurs passaient à fond la caisse, c'était brutal. Maintenant ils ont un peu ralenti mais c'est toujours très dangereux », dit-elle.

Le père de Steve, qui n'appartient pas au monde du voyage et a été « un peu choqué » quand il a appris que son fils allait vivre avec une « fille du voyage » et « en plus en caravane », vient maintenant régulièrement sur le terrain. « Il constate que c'est pas une vie, surtout quand il voit les camions rouler à une vitesse affolante alors qu'il y a bien le panneau 30?, vitesse qui n'est pas respectée comme peut le constater tout visiteur.

La trentaine de familles avec de nombreux enfants baignant dans cet environnement toxique à tous points de vue ont également des difficultés sociales et économiques importantes. C'est toujours le même cercle vicieux, depuis plusieurs décennies, les pouvoirs publics se sont employés à rendre le voyage impossible, des familles se sont trouvées sans ressources et ont été sédentarisées dans des lieux inhabitables et sans perspectives d'emploi. On peut ensuite mieux les accuser de vivre des aides et d'attendre tout de l'Etat...Aides dont par ailleurs ils sont privés si l'on parle des aides au logement...

« Il y en a beaucoup qui savent pas lire et écrire sur le terrain », souligne Carmen. « Comme moi, ils n'ont pas été scolarisés parce qu'on voyageait. Avec mes parents je voyageais très loin et souvent, dans le nord surtout. On chinait. Avec les années, les lois qui ont changé sur l'école etc (scolarisation théoriquement obligatoire jusqu'à 16 ans ndrl), sur la circulation et le stationnement (des caravanes de « gens du voyage » ndrl), c'est devenu plus difficile de bouger. Aujourd'hui c'est important pour moi que mes enfants aillent à l'école. Je n'ai pas eu cette chance. Je ne sais ni lire ni écrire et ça me pose beaucoup de problèmes au quotidien. C'est un handicap. C'est un problème pour tout et surtout pour trouver du travail. Eux ils savent lire et écrire, c'est bien pour eux et pour moi », dit cette mère de trois enfants dont la petite dernière est âgée de cinq ans et l'aînée a 12 ans.

Comme beaucoup de familles sur le terrain d'Hellemmes-Ronchin, au fil des années, Carmen a

construit un chalet en plus de sa caravane pour « avoir un peu de confort ». « C'est interdit mais ils ne disent rien car on est là depuis longtemps », affirme t'elle. Le chalet sert aussi de salle de réunion au collectif.

Les familles – pour la plupart au chômage – n'ont pas droit aux aides au logement conformément à l'absurde législation en la matière. « Du coup, les gens sont très endettés sur ce terrain », note Cindy. « Y'a un endettement global de 60.000 euros » et les autorités locales vont « fermer le terrain cet été pour essayer de récupérer un peu d'argent sur les dettes des gens. Mais nous, on a expliqué que si un foyer a 800 euros par mois et qu'il paie 350, il n'a presque plus rien, donc la plupart du temps, il en paie 150 et il a 200 euros en retard et ça s'accumule comme ça par famille. Ils nous ont dit qu'ils n'avaient trouvé que ce moyen là pour faire sortir les gens. Ils disent qu'ils vont aussi nettoyer et améliorer le terrain et trouver des arrangements avec les familles endettées. On a une réunion le 12 juin pour parler de ça. Les sédentaires qui sont ici depuis des années, ils n'ont plus de grosse voiture ou de camion pour tracter, ils ont pas de camions pour les frigos, les machines et tout ce qu'on a accumulés à l'extérieur faute de local: on est mal barrés. Ils vont nous laisser deux mois à Bondues soi-disant. Mais ils nous ont fait comprendre que chaque famille devra avoir un arrangement par rapport au paiement de sa dette pour pouvoir réintégrer le terrain. Mais nous on n'a pas d'argent qui rentre et il est hors de question que des gens du terrain se retrouvent à la rue à la fin de l'été! »



Et pour cause, dans un contexte de crise et de chômage élevé, trouver un emploi lorsque l'on habite en caravane relève de l'exploit, raconte Steve. Ce jeune « gadjo » a été pendant deux ans animateur social dans des écoles et dans des centres aérés. « Mais il y a un an et demi, j'ai dû arrêter parce que j'avais une maladie de peau à cause de la poussière de ciment qu'il y a ici. J'adorais mon travail avec les enfants mais j'ai dû arrêter et ça m'a beaucoup démotivé... Sur ce terrain, on est loin de tout et c'est pas facile de trouver un travail. Aux yeux des directeurs, quand on a un entretien d'embauche et qu'on vous demande votre adresse, si on dit que c'est sur un terrain de voyageurs, on est mis de côté directement. J'ai passé des rendez-vous récemment et ça se passait bien jusqu'à ce qu'on me dise +où habitez-vous exactement ?+. Je répondais, derrière Castorama sur le terrain des gens du voyage et là on me disait à bon... par contre... faudra repasser... on vous rappellera. Ils rappellent jamais. Et quand

nous on vient aux nouvelles on nous dit +désolé, votre CV n'est pas intéressant+. »

Ce manque de perspective pour les jeunes et singulièrement les jeunes voyageurs se manifestent physiquement sur le terrain. Selon le règlement du terrain, il ne doit pas y avoir plus de deux caravanes par famille sur un emplacement. Mais les enfants grandissent, se mettent en couple et ont eux-mêmes des enfants. Rien n'est prévu pour eux puisqu'il y a déjà pénurie de terrains de voyageurs et de logements sociaux. « Au fil des années, nos enfants à nous ont grandi », confirme Cindy. « Ils n'ont pas de terrain, même de passage où aller vivre, car rien ne se fait. On ne va pas les jeter à la rue bien sûr, alors ils viennent s'empiler sur mon emplacement et on y vit à quatre foyers ».

Il y a aussi des non-voyageurs ayant des problèmes de logement qui trouvent refuge sur le terrain car le monde du voyage c'est aussi de nos jours un des rares espaces de solidarité. C'est le cas de la soeur de Cindy qui vit désormais en caravane à côté d'elle. Et pour les voyageurs souhaitant rompre avec la vie en caravane, les logements sociaux sont souvent hors de portée. Tout d'abord en raison des longues listes d'attente en la matière mais aussi à cause des dettes accumulées sur les terrains. « S'ils ont des dettes sur le terrain, tout de suite leur dossier est mis de côté », rappelle Cindy. Ce que les administrations « ne comprennent pas, c'est qu'ici on n'a aucune aide. Ca veut dire que les gens s'endettent sans fin juste pour payer leur emplacement et en plus après on leur dit non toi tu es endetté, tu ne peux pas intégrer un logement ! Mais peut-être qu'en maison avec les APL (Aide personnalisée au logement) et d'autres aides, ils arriveraient à s'en sortir mieux... »

Steve lui « n'arriverait plus à vivre en maison ». « J'ai pris l'habitude de la vie en caravane, d'être avec la famille, c'est ce qu'il y a de mieux la famille ! », dit le jeune homme, espérant cependant pouvoir vivre un jour « sur un terrain beaucoup mieux qu'ici ».

C'est effectivement ce que réclame le collectif de femmes sans avoir reçu aucun engagement des collectivités locales, si ce n'est un projet de visite de terrain en habitat adapté dont la date n'a pas été fixée. « Ici, on ne peut pas rester », dit Carmen, « c'est notre santé qui est en danger ». Puisque « les usines ne bougeront pas », il faut que l'agglomération propose « un autre terrain vivable et aménagé avec des locaux adaptés, isolés, avec de l'eau chaude même aux lavabos, pas de poussoirs pour l'eau et plus de place pour pouvoir entrer avec les enfants ».

Le collectif souhaiterait un terrain dit « en habitat adapté » mais veut attendre d'en visiter un pour se prononcer, craignant notamment que les familles ne soient séparées dans ces structures généralement de petites tailles. La lutte semble encore longue pour obtenir « un air respirable et une aire potable », résume avec humour un jeune homme.

Mais si certains voyageurs baissent les bras devant l'ampleur de la tâche, ce n'est pas le cas des femmes du collectif et singulièrement des deux porte-parole. Carmen et Cindy disent avec une mine déterminée: « nous on n'est pas découragées, on se bat pour nos enfants et on lâchera pas ».

Isabelle Ligner

Voir la vidéo :